



## Rapport de la Cour des comptes

# Graves menaces sur l'avenir de nos activités

## Plus que jamais un CCE extraordinaire s'impose

Les mauvaises nouvelles s'amoncellent ! Après les annonces du Gouverneur, la mise en place prochaine d'un jour de délai de carence, la tentative d'introduction dans notre Statut du personnel du licenciement pour insuffisance professionnelle, le rapport 2012 de la Cour des comptes est sorti !

Celui-ci « recommande » à la Banque d'accentuer sa maîtrise des charges et d'accélérer la « rationalisation » de son réseau territorial.

Tous les efforts consentis suite aux nombreuses restructurations et réformes depuis 10 ans ne suffisent donc pas à la Haute juridiction qui considère que « la Banque n'est qu'à mi-chemin dans la rationalisation de ses structures » !

Ses conclusions pourraient sonner le glas d'un bon nombre d'activités de notre Institution exercées au plus près du tissu économique local.

Mais quelle entreprise a :

- **distribué plus de 20 Milliards d'euros** à son principal actionnaire ces dix dernières années ?
- **aidé des milliers de foyers français** dans le cadre de la procédure de surendettement ?
- **sauvé des milliers d'emplois** dans le cadre de la médiation du crédit ?
- **garanti la qualité, la sureté et la gratuité** de la monnaie fiduciaire ?

Et qui dans le même temps a subi :

- **la diminution de moitié** de ses infrastructures en trois ans ?
- **la réduction de ses emplois** de près de 25% en dix ans ?

Tous ces résultats n'ont été obtenus que parce que nous avons un réseau de proximité étendu et des effectifs suffisants pour effectuer le travail. Nous réfutons l'analyse purement comptable faite par la Cour des comptes qui ne prend pas en compte la notion de service public.

Notre entreprise accomplit un travail pour notre pays et envers nos concitoyens qui se révèle plus que jamais nécessaire en ces temps de crise.

**Et vous Messieurs de la Cour des comptes, quels efforts avez-vous réalisés dans le même temps pour coûter moins à la Collectivité ?**

**Monsieur le Gouverneur, le personnel de notre Institution a répondu présent lors des nombreuses évolutions qui lui ont été imposées ces dernières années ; vos réponses au rapport de la Cour des comptes sont loin de nous rassurer sur de nombreux points. Nous avons besoin de réponses plus précises dans de nombreux domaines : l'avenir du surendettement, du métier entreprise, du tri des billets à la Banque de France, de nos 2 centres industriels, de Gescco ...**

**Plus que jamais nous réitérons notre demande auprès de l'Intersyndicale par la tenue rapide d'un CCE afin d'obtenir des réponses du Gouverneur.**